

LE LIEN 70 des Militants CGT Haut-Saônois

EDITO



A la grisaille de novembre s'ajoute une situation de plus en plus difficile pour la plupart des ménages de notre pays, en termes de pouvoir d'achat et d'emploi particulièrement.

Pour la 16ème fois consécutive, le nombre de demandeurs d'emploi augmente, à nouveau, à fin septembre de 1,6 % par rapport à fin août, et de 10,1 % sur un an. **Il atteint aujourd'hui un total de 4 797 200 pour les catégories A, B, C.**

Dans ce contexte le MEDEF est lui très mobilisé. Il a senti les difficultés qui sont celles du gouvernement AYRAULT a opérer des choix qui rompent réellement avec la politique d'austérité et de casse sociale des précédents gouvernements. La reculade inacceptable du gouvernement, dans ce qui a été appelé l'affaire des "pigeons" illustre bien ce manque de courage politique. Il a suffi à des patrons (qui se présentent comme des créateurs de startup et sont en fait à la tête de fonds d'investissements bien rentable) d'une mobilisation sur le net pour faire plier le gouvernement !

On se met à rêver qu'il soit répondu aussi rapidement aux revendications de millions de citoyens, qui par ailleurs, contrairement aux "pigeons", ont probablement permis à François HOLLANDE de prendre le pouvoir !

Parmi les offensives du MEDEF bien sur, on trouve le coût du travail. Une nouvelle fois le patronat est à l'offensive sur la compétitivité des entreprises. Le rapport GALLOIS qui va être remis au Premier Ministre et proposer de nouvelles attaques contre nos acquis et en particulier le financement de notre protection sociale, confortera l'appétit des grands patrons.

Ce que le MEDEF appelle charges sociales est en fait notre salaire, sur lequel sont prélevées nos cotisations, c'est ce que nous appelons nous, le salaire socialisé. Comme les organismes qu'il finance il nous appartient, et nous devons empêcher que d'autres en décident pour nous ! Transférer une partie des cotisations sociales vers la CSG ou la TVA, c'est une nouvelle fois alourdir la perte de pouvoir d'achat pour un très grand nombre d'entre nous.

Il serait peut être temps de parler du coût du capital dans ce débat. La démonstration est faite depuis longtemps : le coût des salaires et cotisations en rapport à la valeur ajoutée crée baisse régulièrement, ce n'est pas le cas pour la rémunération des actionnaires et les produits financiers.

Autre attaque du MEDEF, cette fois contre les retraites complémentaires du privé. La situation financière de l'Arrco et de l'Agirc est dégradée, notamment du fait de la crise. La destruction massive d'emplois, la précarisation et la stagnation salariale conduisent à une baisse, relative ou absolue, de la masse salariale, et par voie de conséquence à une baisse des cotisations. Le Medef veut imposer de nouvelles mesures régressives puisqu'il a précisément écarté par avance toute augmentation des ressources, donc des cotisations, sur le court terme. Les mesures envisagées portent aussi bien sur les pensions liquidées que sur les droits en cours de constitution.

Il faut répondre à toutes ces attaques, il faut peser sur le gouvernement pour exiger d'autres choix que l'austérité. Pour cela un premier rendez-vous, est fixé par la confédération européenne des syndicats qui appelle à mobilisation le 14 novembre et dont vous trouverez les détails dans ce numéro.

Oui, la construction de l'Europe sociale doit être une exigence à mettre en avant. Il y a bien longtemps que la finance et le patronat travaillent à l'Europe de la déréglementation, de la mise en concurrence des salariés et de l'accumulation des profits ! Sachons peser pour imposer d'autres choix que ce système capitaliste en pleine crise qui ruine l'économie des pays, alourdi les dettes publiques et massacre les acquis issus du Conseil National de la Résistance, fondements même de notre constitution.

Fraternellement

Jean-Louis MOREL
Secrétaire Général

Nous sommes sur le
Web !

Retrouvez-nous, à l'adresse :

www.cgt70.fr

Imprimé sur du papier certifié FSC

BULLETIN D'INFORMATION HAUT-
SAONOIS
N° ISSN 0338-8034
CPPAP N°0615 S 06535
DIRECTEUR DE PUBLICATION :
Jean-Louis MOREL
Imprimé par nos soins : CGT



14 novembre 2012, Comme partout en Europe, pour sortir de l'austérité, participons aux manifestations unitaires

Chaque jour, dans toute l'Europe, les politiques d'austérité montrent leurs effets néfastes pour les salariés, les retraités et les privés d'emploi, pour la croissance et le bien vivre ensemble.

Allemagne : DGB actions avec messages de solidarités au niveau national et au niveau des sociétés transnationales ayant des filiales dans les pays les plus touchés par la crise. Rencontre en cours de préparation avec Angela Merkel le 14 novembre.

Belgique : rassemblement devant les ambassades de l'UE et actions de sensibilisation.

CES : Participation à la Journée européenne d'action et de solidarité sur Facebook.

Espagne : Grève générale

France : CFDT, CGT, FSU, solidaires et UNSA : manifestations unitaires interprofessionnelles dans tout le pays.

Grèce : Grève générale.

Italie : Manifestation nationale à Rome.

Portugal : Grève générale.

Roumanie : actions dans chaque région : manifestations, tables-rondes et expressions presse.

Royaume-Uni : Suite à leur marche du 20 octobre, le TUC prévoit des activités sur internet avec publication d'un blog, des pages Facebook et via les médias.

En France, les stratégies financières des grands groupes et les politiques d'austérité budgétaire ont comme effets des fermetures d'usines, délocalisations, chantage éhonté à l'emploi et aux salaires, précarisation, chômage record, taxation des pensions, restructurations des administrations et des services publics, coupes budgétaires, ...

Dans toute l'Europe, les syndicats expriment leur ferme opposition aux mesures d'austérité qui font plonger le continent dans la stagnation économique, voire la récession.

Les traitements de choc infligés aux travailleurs, notamment en Grèce, en Espagne et au Portugal, montrent l'impasse de politiques qui conduisent à la destruction des droits sociaux...

La France et l'Europe peuvent sortir de la spirale infernale ! à l'appel de la CES, la journée de mobilisation du 14 novembre permettra aux travailleurs de toute l'Europe d'agir, ensemble et solidairement, pour des conditions de travail et de vie décentes.

Avec les syndicats européens, nous exigeons :

une véritable coordination des politiques économiques intégrant les dimensions sociales et des mesures de solidarité concrètes vis-à-vis des peuples les plus en difficulté ;

la négociation d'un « contrat social » européen pour mettre fin au dumping social entre état ;

des mesures de relance au plan européen pour renouer avec une croissance durable et favoriser l'emploi.

Le 14 novembre 2012, par la manifestation et la mobilisation massive, faisons-nous entendre, donnons de la voix !

**Rassemblement et manifestation
Mercredi 14 novembre à 14h00
Place Edwige FEUILLERE Vesoul**

Face aux pressions patronales, les salariés, par leur mobilisation, doivent relever le défi !

Le Medef fait la sourde oreille aux attentes des salariés mais se mobilise pour mettre le gouvernement sous pression.

Alors que des millions de salariés paient les dégâts de la crise sur leurs salaires et leurs emplois, alors que les inégalités ne cessent de s'accroître, ce sont **les patrons qui se prétendent être les pigeons** des politiques gouvernementales.

Alors que les dividendes versés aux actionnaires et les revenus financiers des grands groupes battent des records, **les patrons du CAC 40 se liguent pour exiger du gouvernement** un transfert massif des cotisations sociales sur les ménages (**hausse de la TVA**) et de nouvelles coupes dans les dépenses publiques.

à la demande du gouvernement, une négociation sur la sécurisation de l'emploi est en cours. Face aux mesures portées par les syndicats visant plus de sécurité pour les salariés, **le Medef demande, au contraire, plus de flexibilité et moins de possibilités de recours juridique face aux plans de licenciement.**

De la même manière, dans la négociation qui va s'ouvrir sur les retraites complémentaires ARRCO et AGIRC, **le Medef revendique l'abaissement des droits** concernant 18 millions de salariés actifs du privé et 11 millions de retraités.

Il faut, au contraire, comme pour l'ensemble de la protection sociale, une augmentation des ressources notamment par la mise à contribution des revenus financiers et par une réforme de la cotisation employeurs pénalisant les suppressions d'emplois.

Par notre mobilisation le 14 novembre, renversons la pression : les salariés ne doivent pas être les pigeons des exigences patronales et des traités européens.

Pour sortir de la crise, aucun des problèmes économiques (financement des retraites et de la protection sociale, rééquilibrage de notre commerce extérieur, financement de l'État et des collectivités territoriales, pouvoir d'achat...) ne peuvent être résolus sans de **vigoureuses politiques de développement industriel, de l'emploi, de revalorisation salariale et des retraites, de lutte contre la précarité.**

Le 14 novembre, mobilisons-nous massivement en France, comme partout en Europe, pour dire non aux politiques d'austérité, oui au progrès social.

La crise c'est eux ; les solutions c'est nous !!!

A l'appel de la Cgt70 – Cfdt70 – Fsu70 – Unsa70 – Solidaires70

Toutes et tous, rassemblés

Pour protester contre les mesures d'austérité

Pour une autre politique de l'emploi, des salaires,

Pour l'industrie comme pour le service public,

Pour la santé, la protection sociale...

A Vesoul, le mercredi 14 novembre 2012

à 14h00

Place Edwige FEUILLERE

(Place des jets d'eau)

Campagne Elections TPE

Les salariés des très petites entreprises (moins de 11 salariés) les assistantes maternelles et salariés du particulier sont appelés à voter entre le 28 novembre et le 12 décembre pour désigner un syndicat qui les représentera et qui aura la capacité à signer un accord de branche ou une convention collective et travailler à l'obtention de droits nouveaux comme des comités interprofessionnels (assimilable à un comité d'entreprise) par exemple.

Naturellement c'est toute la Cgt qui est sur le pont pour mener cette campagne de rencontre avec les salariés concernés et de collage.



Le collectif TPE de l'UD70 a décidé qu'une "camionnette TPE Cgt" sillonnerait les bassins d'emploi du département. Le premier rendez vous était fixé au 30 octobre sur les bassins d'emploi de LURE et LUXEUIL. Nos camarades (en photo ci-dessus) ont trouvé un très bon accueil de la part de ceux qu'ils ont rencontré. Prochaine étape les bassins d'emploi de JUSSEY-PORT SUR SAÔNE et GRAY. Sans oublier la foire de la Ste CATHERINE où la Cgt sera présente aux portes de la foire pour distribuer du matériel et informer la population.

Vous pouvez participer à ces initiatives en vous inscrivant au : 03 84 78 69 90

Si vous connaissez un ou des salariés concernés, invitez les à voter Cgt et servez vous pour cela de la page spéciale élections TPE incluse dans ce journal

La continuité Syndicale Revendicative



VESOUL, une cinquantaine malgré l'absence de UNSA-FGR ! Et...les manifestants Ht Saônois à PARIS, notre camarade Danièle Tuailon-Maire ravie, prête à revenir, et notre camarade Sarrazin toujours avec son drapeau !



Le 11 OCTOBRE..... VESOUL....PARIS

Une cinquantaine à VESOUL, 70 à Paris avec le Territoire de Belfort,

donc une grande journée de mobilisation pour les retraités, tracts sur les marchés, interpellation des parlementaires. La montée sur Paris, où nous retrouvons **12 000** manifestants !

Des manifestants motivés, offensifs, joyeux malgré un temps peu clément. Le Territoire de Belfort à largement atteint ses objectifs, la Hte Saône avec un peu plus de difficultés, ambiance fraternelle et revendicative. Des camarades d'EDF rayonnants sur trois départements étaient parmi nous, deux camarades de Peugeot Sochaux.

Tous heureux de se retrouver dans une grande manif parisienne, malgré l'attente sur place pendant 3/4 d'heures avant le démarrage « mais qu'est ce qu'on attend... » pour certains c'était la première manif parisienne, avec l'appréhension du métro, mais tous ce sont donné rendez-vous pour la prochaine

Nous n'avons pas vu l'Assemblée Nationale, ni Bernard Thibault qui participait à cette manif ! Regrets, mais il fallait reprendre le train « Paris Belfort » qui est encore là malgré toutes les tentatives pour sa suppression, pour certains ça nous a **rappelé le train spécial de Novembre 95 ! Pour le maintien et l'électrification, comme quoi cette lutte n'était pas un combat d'arrière garde** ».....

Rendez-vous à la prochaine manif.
Gérard DUMORA

À souligner : la couverture médiatique de cette journée, y compris en Hte Saône avant le 11, pendant, et après, nous donnerons la revue de presse dans le lien de fin Novembre. (il faut de la place pour tout le monde)

INFO dans le cadre de nos rencontres sur les lieux de vie des retraités, nous serons à GRAY le 20 Novembre avec toujours une initiative pour rencontrer les retraités, prérétraitables, syndiqués, sympathisants, et les syndicats d'actifs. (Mairie ARC LES GRAY)

Stages de formation syndicale générale

Malgré les problèmes posés par l'absence de support mis à jour par la formation syndicale, l'UD a tenu du 08 au 12 octobre un stage de formation générale de niveau 2 première partie.

13 stagiaires ont participé, dont 7 femmes, ils représentaient différents secteurs d'activité du public et du privé. Un merci particulier à eux pour leur participation et à Jean-Pierre, Philippe et Claude, les formateurs, qui ont su en un temps très réduit préparer une formation adaptée aux besoins.



Du 11 au 15 juin, 8 stagiaires dont 3 femmes ont suivi un stage de formation générale de Niveau 1 à Vesoul. D'âge et d'origines professionnelles différents, ces stagiaires ont profité de cette semaine pour découvrir une formation syndicale, dont ils souhaitent tous poursuivre le cursus.

Du 24 au 28 septembre ce sont 9 stagiaires du bassin d'emploi de Gray, dont 7 femmes qui ont suivi un stage de formation générale de Niveau 1. Des stagiaires qui ont parfaitement illustré la notion de groupe et montré de l'intérêt pour la formation, qu'ils se sont promis de poursuivre.



Pour la première fois, les plus de 4,5 millions de salariés des TPE que nous sommes, représentant 1 salarié sur 5 en France, avons la possibilité d'être reconnus et entendus en votant massivement.

Votons cgt

Faisons entendre notre voix

Du 28 novembre au 12 décembre 2012, place à la démocratie sociale !

C'est une première dans l'histoire sociale de notre pays; Les salariés des petites entreprises, comme ceux qui travaillent pour des Particuliers employeurs vont pouvoir exprimer leur confiance à l'organisation syndicale de leur choix.

Ce scrutin revêt une importance particulière pour plusieurs raisons : Il va permettre de mesurer l'audience réelle de chaque syndicat, et ainsi, d'établir la représentativité de chaque organisation. La loi du 20 août 2008 qui a profondément réformé les règles applicables dans ce domaine va donner beaucoup plus de légitimité aux accords de branches et aux conventions collectives qui impactent directement le quotidien des millions de salariés qui travaillent dans notre pays.

Pour les salariés des très petites entreprises il constitue un premier pas très important pour gagner de nouveaux droits.

Mais pour gagner ces nouveaux droits, il faut lutter, s'organiser, se syndiquer, s'impliquer ; C'est tout le sens de ce que notre CGT défend au quotidien Je, tu, il, nous et vous, nous sommes la CGT de tous les salariés !

Face à une situation sociale qui chaque jour entraîne les salariés vers plus de précarité, d'isolement ou de mise en concurrence ; Notre CGT sera à vos côtés, parce que vous êtes la CGT, parce qu'ensemble, avec le concours de tous nos militants, de nos syndiqués, on va faire bouger les lignes, C'est ça la CGT !

Revaloriser tous les salaires

à partir d'un SMIC brut à 1 700 € base des grilles de salaire pour 35 h hebdo ;

Gagner au plan économique, une autre approche de la fiscalité des petites entreprises, un meilleur accès au financement bancaire, une autre relation à la sous-traitance;

Des droits sociaux identiques à ceux de grandes entreprises (mutuelle, prévoyance, culture, indemnité déjeuner, vacances, 13e mois...);

Un autre partage des richesses, depuis 20 ans les grands groupes soutenus par le MEDEF ont privilégié l'enrichissement de leurs actionnaires au détriment des salaires, ce qui pénalise aussi les très petites entreprises.

L'égalité femme/homme, la reconnaissance de notre travail et le respect de notre dignité au travail;

L'arrêt de toute précarité résultant des temps partiels imposés, des CDD, de l'insuffisance de couverture sociale;

Le droit d'accès, au choix du salarié, à **une formation pour une évolution de la qualification** du travail, du salaire;

Faire payer toutes nos **heures supplémentaires**.

Au quotidien, pour nous informer, nous conseiller, nous défendre, nous exprimer et conquérir de nouveaux droits.

**SYNDIQUONS-NOUS,
CONSTRUISONS
NOS SYNDICATS CGT
DES SALARIÉS
DES TPE !**